

«Ne pas ouvrir les marchés à n'importe quel prix»

LIBRE-ÉCHANGE Alors que l'accord avec le Mercosur doit être adopté aujourd'hui à Berne, le conseiller national UDC neuchâtelois Didier Calame assume son opposition. Au nom de la défense de l'agriculture suisse, «je soutiendrai le référendum», dit-il. Interview.

PAR BAYRON SCHWYN

L'accord de libre-échange avec les pays du Mercosur aura été l'un des dossiers chauds de cette session parlementaire. Après son adoption par les deux Chambres au terme de débats nourris, le texte doit encore franchir, aujourd'hui, l'étape du vote final, où son acceptation ne fait guère de doute. L'alliance contre la déforestation de la forêt tropicale, composée d'ONG environnementales et des partis de gauche, a déjà annoncé un référendum.



Face à des produits importés à des prix nettement inférieurs, certaines exploitations risquent de souffrir davantage.

DIDIER CALAME
CONSEILLER NATIONAL (UDC/NE)



Le conseiller national et agriculteur Didier Calame s'oppose à l'accord avec le Mercosur. KEYSTONE / ANTHONY ANEX

Le traité est aussi vivement contesté dans les milieux agricoles. Le conseiller national UDC neuchâtelois Didier Calame, agriculteur lui-même, fait partie des rares élus de son parti à l'avoir refusé. Interview.

Didier Calame, pourquoi avoir voté contre le Mercosur?

Parce que cet accord, sous cette forme, est mauvais pour l'agriculture suisse. Il fallait exclure certains produits agricoles, en particulier la viande de bœuf et le vin. Nous importons déjà de la viande d'Amérique du Sud, tandis que notre viticulture souffre d'une baisse de la con-

sommation et de stocks importants. Avec le Mercosur, des volumes supplémentaires vont encore accentuer la concurrence.

Quels risques craignez-vous concrètement?

Une pression supplémentaire sur les prix et donc sur le revenu des producteurs. Nous avons en Suisse des coûts de production élevés, notamment en raison de nos normes. Face à des produits importés à des prix nettement inférieurs, certaines exploitations risquent de souffrir davantage. Je suis favorable aux accords commerciaux et j'en ai soutenu d'autres. Mais on ne peut

pas ouvrir les marchés à n'importe quel prix.

Depuis le 3 septembre, la Suisse a suspendu certaines importations de viande et de produits carnés du Brésil, faute de garanties suffisantes sur l'utilisation des antibiotiques. Cela conforte-t-il vos craintes?

Oui. On nous assure que les produits importés répondront aux exigences nécessaires et, parallèlement, la Suisse doit suspendre des importations parce que les garanties ne suffisent pas. Cela montre bien qu'il faut rester prudent.

Le Parlement a prévu plus de 500 millions de francs de compensa-

pourquoi faut-il prévoir plus de 500 millions de francs pour en atténuer les effets? Une grande partie de cette somme prendra en plus la forme de prêts pour des investissements, donc d'argent qu'il faudra rembourser.

Et ces mesures sont limitées dans le temps, jusqu'en 2033. Après, qu'est-ce qu'on fait? L'agriculture bénéficie déjà d'un important soutien public. On veut favoriser les exportations de l'industrie et de la pharma, puis utiliser de l'argent public pour compenser les conséquences pour les agriculteurs. Cela n'a pas de sens.

Certaines branches agricoles, comme le fromage, pourraient pourtant profiter de nouveaux débouchés. Cela ne compte pas?

Si, mais il faut rester réaliste sur leur ampleur. Un gruyère suisse en Amérique du Sud restera un produit de luxe, parfois vendu autour de 35 ou 40 francs le kilo. Ce sont donc des marchés intéressants, mais limités. Cela ne change pas fondamentalement l'équilibre de l'accord pour l'agriculture.

Vous avez voté contre alors que la majorité de votre groupe soutenait l'accord. Avez-vous subi des pressions?

Oui. En politique, il y en a toujours sur les dossiers sensibles, de la part de lobbies ou à l'intérieur des partis. Mais je vote en mon âme et conscience. Ce n'est pas le chef du groupe UDC qui m'a élu, ce sont les Neuchâtelois.

Les pressions que nous avons eues visaient surtout à nous faire nous abstenir plutôt qu'à voter oui. Moi, je préfère un non clair. Et si le référendum est confirmé, je le soutiendrai.



Si cet accord ne doit pas pénaliser l'agriculture, pourquoi faut-il prévoir plus de 500 millions de francs pour en atténuer les effets?

tions pour l'agriculture, essentiellement sous forme de crédits d'investissement, mais aussi d'aides à la promotion et à la viticulture. Cela ne vous suffit pas?

Non. Le paradoxe est justement là: si cet accord ne doit pas pénaliser l'agriculture,

Pourquoi le oui au Mercosur du président de VignobleSuisse fâche des vigneron romands

Le vote du conseiller national PLR neuchâtelois Damien Cottier en faveur de l'accord de libre-échange avec le Mercosur provoque la colère d'une partie des vignerons romands. Les Raisins de la colère, qui revendiquent plusieurs centaines de membres, questionnent la position de celui qui préside aussi VignobleSuisse, la fédération suisse des vignerons. «Il y a la politique d'un côté, mais aussi la défense de ceux que l'on représente», estime Alexandre Fischer, fondateur et porte-parole du mouvement. S'il ne demandait pas forcément à Damien Cottier de voter non, il considère qu'une abstention aurait été plus cohérente avec sa fonction.

C'est surtout le vin rouge qui cristallise les tensions. L'accord prévoit un contingent de 50 000 hectolitres en franchise de droits de douane, soit 5 millions de litres exemptés de surtaxes douanières. Cela représente 3,8% des 130,5 millions de litres de rouge consommés en Suisse en



“Mon travail comme parlementaire fédéral, c'est aussi de faire l'appréciation d'ensemble pour le pays.”

DAMIEN COTTIER
PRÉSIDENT DE VIGNOBLESUISSE
ET CONSEILLER NATIONAL PLR

2025. Mais rapporté aux 39,2 millions de litres de rouge suisse consommés l'an dernier, ce volume équivaut à près de 13%. Un chiffre que les Raisins de la colère jugent loin d'être anecdotique dans un marché déjà fragilisé par la baisse de la consommation. Le vigneron-caviste vaudois redoute surtout une pression

supplémentaire sur les prix. «Je n'ai rien contre les vins argentins, ils peuvent être très bons. Mais nous ne pouvons pas nous aligner sur les mêmes tarifs», insiste-t-il. Il relève aussi que la viticulture ne voit guère de nouveaux débouchés dans l'accord.

Compensations jugées suffisantes

Damien Cottier assume son oui. Il rappelle que les principales organisations agricoles et viticoles avaient choisi de ne pas combattre frontalement le Mercosur, à condition d'obtenir des compensations suffisantes. Selon lui, les plus de 500 millions de francs prévus pour l'agriculture répondent à cette exigence, notamment via des crédits d'investissement, du soutien à la promotion des ventes et la prolongation de mesures pour la viticulture jusqu'en 2033. «Rejeter cet accord, c'est faire une croix sur tout cela», plaide-t-il.

Sur les importations de vin, il dit comprendre les inquiétudes mais relativise l'impact de cette ouverture. Le contingent tarifaire global disponible en Suisse n'étant déjà pas entièrement utilisé, les 5 millions de litres ne devraient pas, selon lui, s'ajouter aux importations actuelles. L'effet porterait surtout sur les droits de douane de vins déjà importés.

«Dans l'ensemble, nous avons obtenu un compromis satisfaisant. Et nous continuons à travailler sur d'autres mesures pour soutenir la viticulture», estime le Neuchâtelois. «Mon travail comme parlementaire fédéral, c'est aussi de faire l'appréciation d'ensemble pour le pays», ajoute-t-il, en mettant en avant les débouchés pour le fromage et le chocolat, ainsi que pour l'industrie exportatrice.

Damien Cottier a convenu d'une rencontre avec les Raisins de la colère pour évoquer leur différend.

EN BREF

SUISSE-UE

Paquet d'accords approuvé aux Etats

Le paquet d'accords avec l'Union européenne (UE) a passé la rampe au Conseil des Etats, hier. Celui-ci a terminé sa discussion à ce sujet, après 24 heures de débats. Comme dernière décision, il a validé le nouvel accord sur la santé, par 31 voix contre 11. L'accord prévoit que la Suisse collabore plus étroitement avec l'UE en matière de sécurité sanitaire. Il s'agit de mieux protéger la population helvétique face à des crises en la matière, a estimé la ministre de la santé Elisabeth Baume-Schneider. «Le Covid-19 a clairement montré qu'une pandémie ne s'arrête pas aux frontières.» Le dossier part au National. **ATS**

VIEILLESSE

La solitude touche 800 000 seniors

Plus de 800 000 personnes de 60 ans et plus en Suisse (soit 36%) souhaiteraient davantage de compagnie, selon une enquête de Pro Senectute Suisse diffusée hier. Si la majorité des seniors sont bien intégrés socialement, environ 140 000 disent manquer fréquemment de contacts avec autrui. La situation conjugale joue un rôle important. Vivre sans partenaire ne signifie toutefois pas forcément souffrir de solitude, car environ la moitié des personnes seules excluent par principe une nouvelle relation. L'enquête établit aussi un lien entre faible revenu et solitude, les seniors disposant de ressources modestes faisant davantage état d'un manque de compagnie ou d'un sentiment d'exclusion. **ATS**

CYBERPIRATES

Réseau démantelé

Une opération policière internationale a permis de démanteler l'infrastructure du groupe de rançongiers «KillSec». Le Ministère public de la Confédération et l'Office fédéral de la police ont participé à l'intervention. Trois personnes ont été arrêtées et plusieurs serveurs ont été saisis. Au total, huit perquisitions ont été menées en Espagne, en Grèce, au Royaume-Uni et en Roumanie. Plusieurs entreprises suisses avaient été attaquées entre octobre 2023 et juin 2025. **ATS**